



Newsletter

N° 230 – Mars 2020

Secrétariat général de la CSSF
283, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
Adresse postale (P&T) : L-2991 Luxembourg
Tél. : (+352) 26 251-2560
E-mail : direction@cssf.lu
Site Internet : www.cssf.lu



CORONAVIRUS : MESSAGES IMPORTANTS POUR TOUTES LES ENTITÉS SURVEILLÉES...	3
QUESTIONS/RÉPONSES	3
AVERTISSEMENTS	3
Avertissements de la CSSF	3
Avertissements publiés par l'OICV-IOSCO	3
RÉGLEMENTATION NATIONALE	3
Circulaire CSSF 20/738 – Déclarations du GAFI....	3
COMMUNIQUÉS	4
RETRAITS DÉCIDÉS PAR LA CSSF	4
STATISTIQUES	5
Entreprises d'investissement	5
PSF spécialisés	5
PSF de support.....	6
Fonds de pension.....	6
Organismes de titrisation.....	6

Supervision publique de la profession de l'audit .	6
Prospectus pour valeurs mobilières en cas d'offre au public ou d'admission à la négociation sur un marché réglementé	7
Émetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'État membre d'origine en vertu de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs (la « Loi Transparence »)	8
RESSOURCES HUMAINES	9
ACTUALITÉS EUROPÉENNES/INTERNATIONALES DE FÉVRIER 2020.....	9
BANKING REGULATION AND SINGLE SUPERVISORY MECHANISM	9
NEWS OF THE EUROPEAN SECURITIES AND MARKETS AUTHORITY (ESMA)	14
CHIFFRES CLÉS	17

CORONAVIRUS : MESSAGES IMPORTANTS POUR TOUTES LES ENTITÉS SURVEILLÉES

La CSSF a publié un certain nombre de communiqués ainsi qu'un document de questions/réponses afin de formuler des recommandations aux entités surveillées sur les mesures à prendre pour combattre la propagation du Coronavirus. Vous trouverez toutes les publications de la CSSF en relation avec le Coronavirus sur la page d'accueil de la CSSF dans un encadré y dédié (<http://www.cssf.lu/>). Les informations sont mises à jour au fur et à mesure de l'évolution de la situation.

QUESTIONS/RÉPONSES

Les Questions/réponses relatives à la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif ont été mises à jour le 10 mars 2020.

Le document, uniquement disponible en anglais, peut être téléchargé à l'adresse suivante : http://www.cssf.lu/fileadmin/files/Metier_OPC/FAQ/FAQ_Law_17_December_2010_100320.pdf.

AVERTISSEMENTS

Avertissements de la CSSF

Depuis la publication de la dernière Newsletter, la CSSF a émis les avertissements suivants :

- [Avertissement concernant le site Internet \[www.aci-capital.net\]\(http://www.aci-capital.net\)](#)
- [Avertissement concernant le site Internet \[www.ac-europe-sa.com\]\(http://www.ac-europe-sa.com\)](#)
- [Avertissement concernant le site Internet \[www.wcifund.com\]\(http://www.wcifund.com\) et les activités d'une entité dénommée World Co-Investment Fund \(WCIF\)](#)
- [Avertissement concernant des activités frauduleuses utilisant abusivement le nom de la banque luxembourgeoise Quintet Privat Bank \(Europe\) S.A.](#)
- [Avertissement concernant le site Internet \[www.pms-gestion.com\]\(http://www.pms-gestion.com\)](#)
- [Avertissement concernant le site Internet <https://gaesco-gestion.com>](#)
- [Avertissement concernant le site Internet <https://www.goldingcapitalpartners.com> qui usurpe l'identité de Golding Capital Partners \(Luxembourg\) S.à r.l.](#)

Étant donné le nombre important de sites Internet frauduleux constatés récemment, la CSSF vous recommande de vérifier que l'entité avec laquelle vous souhaitez traiter est surveillée par la CSSF en utilisant l'application « [Recherche entités](#) ». En cas de doute, veuillez contacter la CSSF.

Avertissements publiés par l'OICV-IOSCO

Plusieurs avertissements ont été publiés sur le site Internet de l'OICV-IOSCO à l'adresse : http://www.iosco.org/investor_protection/?subsection=investor_alerts_portal.

RÉGLEMENTATION NATIONALE

Circulaire CSSF 20/738 – Déclarations du GAFI

La circulaire vise à informer les entités surveillées par la CSSF des déclarations du GAFI concernant les juridictions à haut risque à l'encontre desquelles s'imposent des mesures de vigilance renforcées et, le cas échéant, des contre-mesures ainsi que les juridictions soumises au processus de surveillance renforcée du GAFI.

COMMUNIQUÉS

Date	Publications
02.03.2020	Coronavirus Covid-19 : précisions de la CSSF quant au comportement à adopter par les entités surveillées
12.03.2020	Situation globale des organismes de placement collectif à la fin du mois de janvier 2020
12.03.2020	Liste des réviseurs d'entreprises agréés indépendants et des cabinets de révision agréés ayant reçu moins de 15 % du total des honoraires d'audit acquittés par les EIP
12.03.2020	La CSSF prend sa responsabilité face à l'avancée Coronavirus
16.03.2020	Certificat prouvant la nécessité de traverser la frontière pour les travailleurs frontaliers résidant en Allemagne
16.03.2020	L'ESMA exige que les détenteurs de positions courtes nettes déclarent les positions égales ou supérieures à 0,1%
17.03.2020	Coronavirus (Covid-19) : situation actualisée

RETRAITS DÉCIDÉS PAR LA CSSF

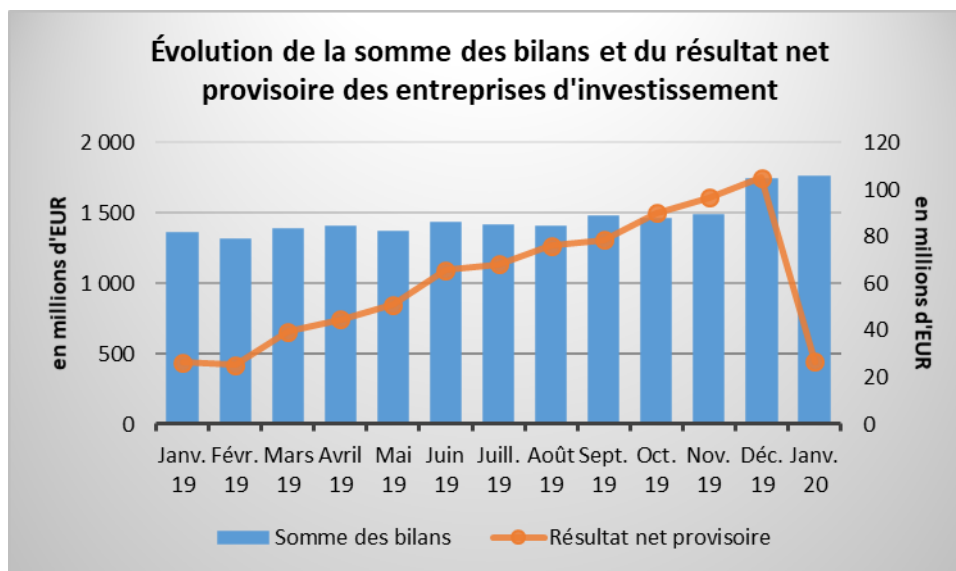
Suite à la décision prise par la CSSF de retirer l'organisme de placement collectif WORLD PERFORMANCE PORTFOLIOS de la liste officielle des organismes de placement collectif, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, VIe Chambre, siégeant en matière commerciale a, par jugement du 5 mars 2020, déclaré la dissolution et a ordonné la liquidation de l'organisme de placement collectif WORLD PERFORMANCE PORTFOLIOS. Le même jugement a nommé juge commissaire Madame Nadine Walch et liquidateur Monsieur Ferdinand Burg.

Suite à la décision prise par la CSSF de retirer l'organisme de placement collectif WORLD STRATEGY PORTFOLIOS de la liste officielle des organismes de placement collectif, le tribunal d'arrondissement de et à Luxembourg, VIe Chambre, siégeant en matière commerciale a, par jugement du 5 mars 2020, déclaré la dissolution et a ordonné la liquidation de l'organisme de placement collectif WORLD STRATEGY PORTFOLIOS. Le même jugement a nommé juge commissaire Madame Nadine Walch et liquidateur Monsieur Ferdinand Burg.

STATISTIQUES

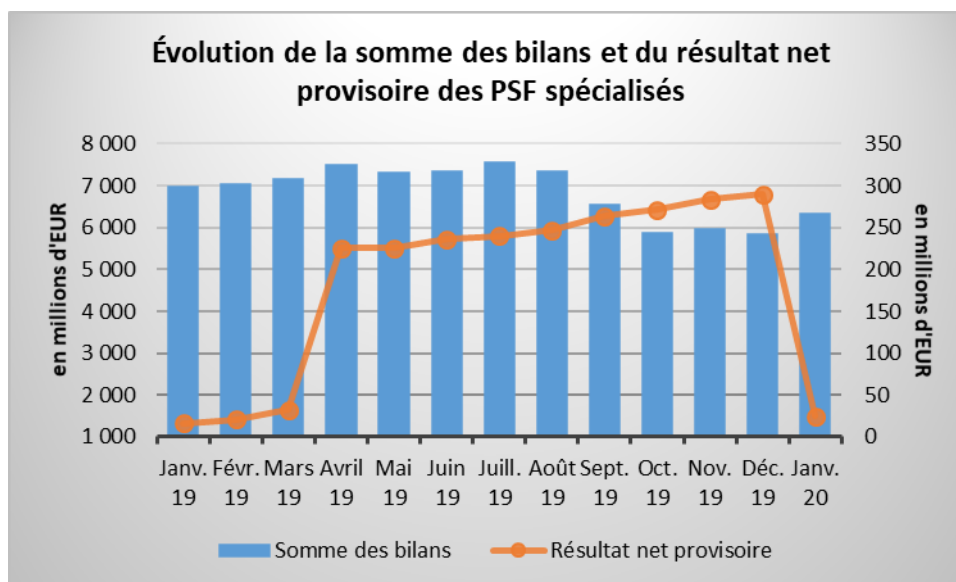
Entreprises d'investissement

Somme des bilans au 31 janvier 2020 en hausse



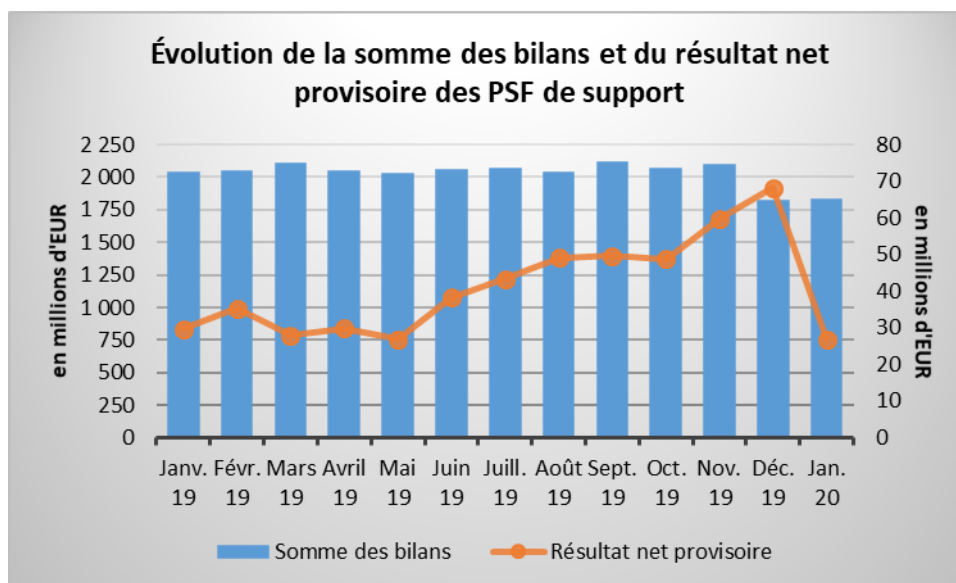
PSF spécialisés

Somme des bilans au 31 janvier 2020 en hausse



PSF de support

Somme des bilans au 31 janvier 2020 en hausse



Fonds de pension

Au 13 mars 2020, **12 fonds de pension** sous forme de société d'épargne pension à capital variable (SEPCAV) et d'association d'épargne-pension (ASSEP) étaient inscrits sur la liste officielle des fonds de pension régis par la loi du 13 juillet 2005.

À la même date, **18** professionnels étaient agréés pour exercer l'activité de **gestionnaire de passif** pour les fonds de pension soumis à la loi du 13 juillet 2005.

Organismes de titrisation

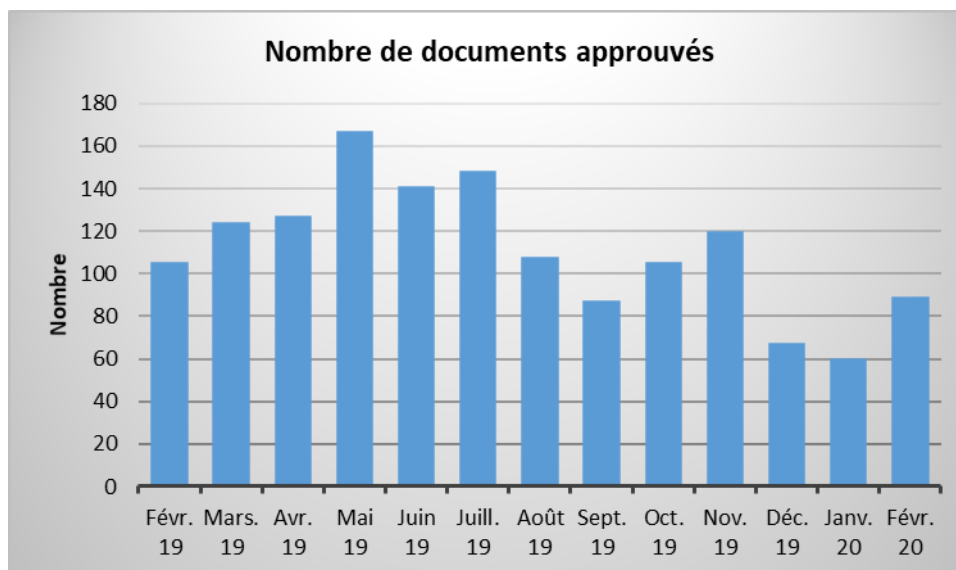
Le nombre des organismes de titrisation agréés par la CSSF conformément à la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation s'élevait à **33 unités** au 13 mars 2020.

Supervision publique de la profession de l'audit

La supervision publique de la profession de l'audit couvre, au 29 février 2020, **55 cabinets de révision agréés** et **320 réviseurs d'entreprises agréés**. S'y ajoutent **24 contrôleurs et entités d'audit de pays tiers** dûment enregistrés en application de la loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit.

Prospectus pour valeurs mobilières en cas d'offre au public ou d'admission à la négociation sur un marché réglementé

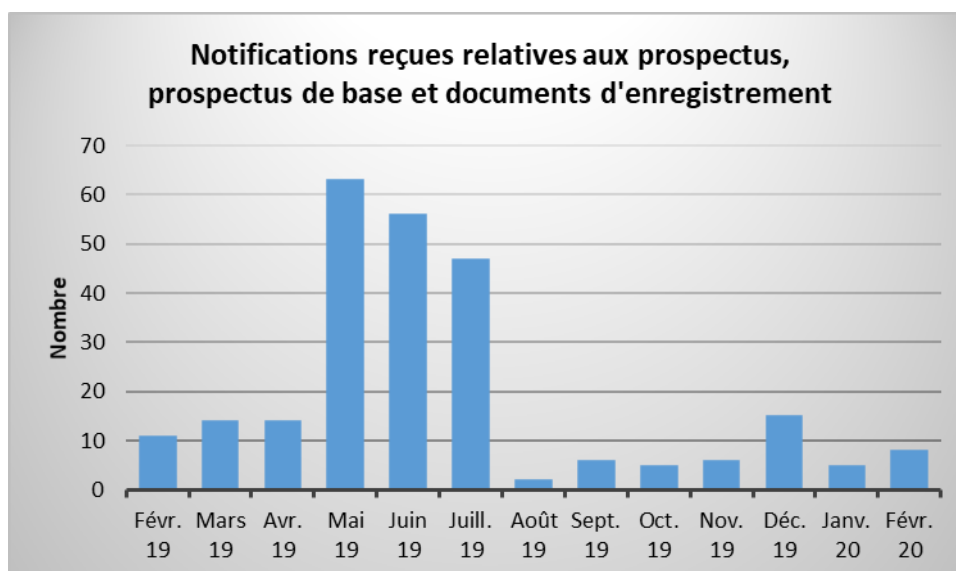
Approbations par la CSSF



Au cours du mois de février 2020, la CSSF a approuvé sur base de la réglementation prospectus un total de 89 documents, qui se répartissent comme suit :

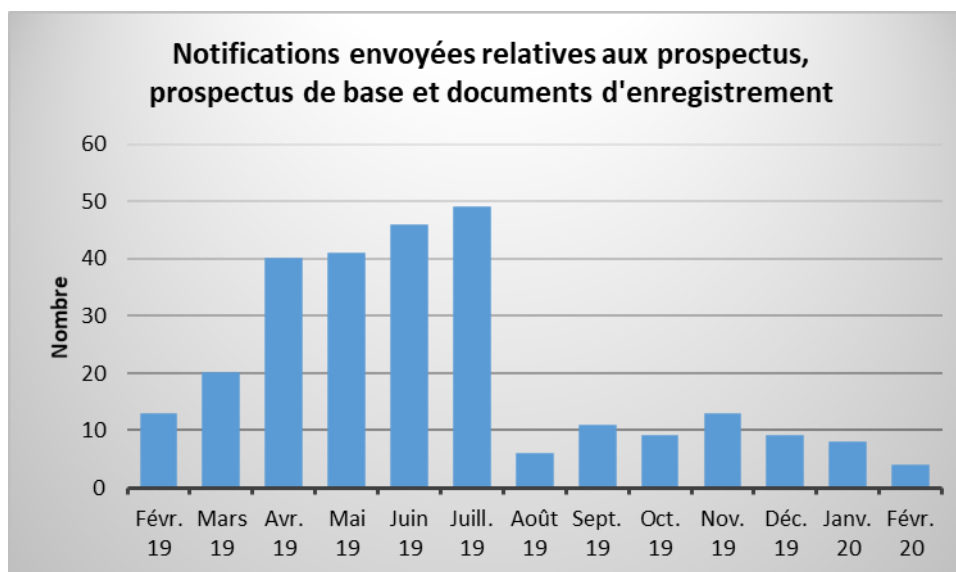
prospectus de base :	4	(4,49 %)
autres prospectus :	11	(12,36 %)
suppléments :	74	(83,15 %)

Notifications reçues par la CSSF de la part des autorités compétentes d'autres États membres de l'EEE



Au cours du mois de février 2020, la CSSF a reçu de la part des autorités compétentes d'autres États membres de l'Espace économique européen, 7 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base, 1 notification relative à un document d'enregistrement ainsi que 55 notifications relatives à des suppléments.

Notifications envoyées par la CSSF vers des autorités compétentes d'autres États membres de l'EEE



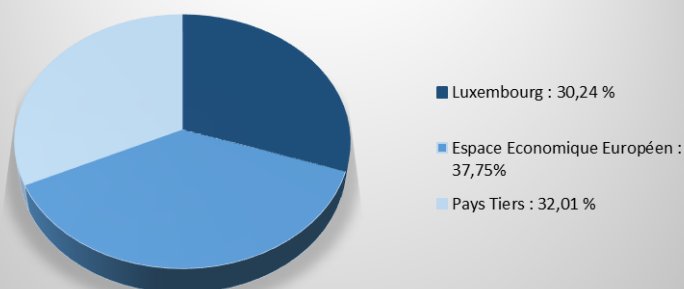
Au cours du mois de février 2020, la CSSF a envoyé vers des autorités compétentes d'autres États membres de l'Espace économique européen, 4 notifications relatives à des prospectus et prospectus de base ainsi que 44 notifications relatives à des suppléments¹.

Émetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'État membre d'origine en vertu de la loi du 11 janvier 2008 relative aux obligations de transparence des émetteurs (la « Loi Transparence »)

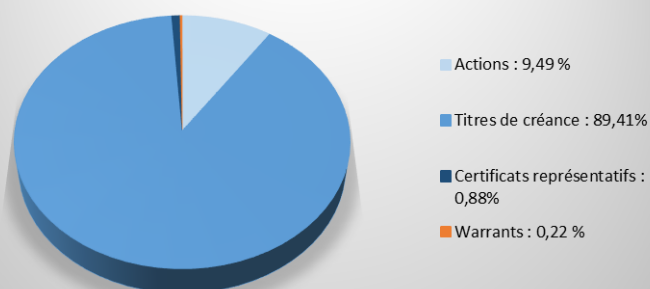
Depuis le 7 février 2020, aucun émetteur n'a désigné le Luxembourg comme État membre d'origine pour les besoins de la Loi Transparence. Par ailleurs, neuf émetteurs ont été radiés de la liste du fait qu'ils n'entrent plus dans le champ d'application de la Loi Transparence.

Au 7 mars 2020, **453 émetteurs** sont repris sur la liste des émetteurs dont le Luxembourg est l'État membre d'origine en vertu de la Loi Transparence et sont donc soumis à la surveillance de la CSSF.

Répartition des émetteurs par pays



Répartition des émetteurs par type de valeur mobilière admise à la négociation



¹ Ces chiffres correspondent au nombre de prospectus, prospectus de base, documents d'enregistrement et suppléments pour lesquels la CSSF a envoyé une ou plusieurs notifications. Dans le cas de notifications envoyées à des dates différentes et/ou dans plusieurs États membres, seule la première est prise en compte dans le calcul des statistiques. Ainsi, chaque document notifié dans un ou plusieurs États membres n'est compté qu'une seule fois.

RESSOURCES HUMAINES

Dans le cadre du renforcement de ses effectifs, 12 personnes ont rejoint les services de la CSSF qui compte, au 1^{er} mars 2020, suite au départ d'un agent, 927 agents, dont 499 hommes et 428 femmes. Elles ont été affectées aux services suivants :

Métier OPC

Khac Hoa LE

Stéphanie MANDOYAN

Amar MUSTAFIC

Bingana TAMBA

Métier Surveillance des marchés d'actifs financiers

Vincent GOERGEN

Innovation, paiements, infrastructures des marchés et gouvernance

Julie BAYLE DE JESSÉ

Surveillance des systèmes d'informations et des PSF de support

Marc KAPLAN

Thomas POITIER

Systèmes d'informations de la CSSF

Alexandre AFONSO MESQUITA

Julie ANDRÉ

Christoph BERG

Sylvain VOLVERT

ACTUALITES EUROPEENNES/INTERNATIONALES DE FÉVRIER 2020

(uniquement en anglais)

BANKING REGULATION AND SINGLE SUPERVISORY MECHANISM

Single Supervisory Mechanism (SSM) - European Central Bank (ECB)

Date	Publications	Description
12.02.2020	Benchmarking of Recovery Plans (cycle 2018/19)	The ECB has published a benchmarking analysis of the 2018 recovery plan cycle that provides a horizontal overview of key characteristics of the plans and identifies key focus points for improvements.
27.02.2020	List of supervised entities (as of 1 January 2020 - updated)	The ECB has updated the list of supervised entities and supervised groups that are directly supervised by the ECB ("significant supervised entity" and "significant supervised group", as defined in Article 2, points (16) and (22) of the SSM Framework

Regulation). It has also published the list of entities supervised by a national competent authority (NCA). In Luxembourg, the number of significant institutions at the highest level of consolidation that are directly supervised by the ECB has remained unchanged at 5 institutions, and the number of less significant institutions has decreased by one from 62 to 61 institutions.

Date	Interviews and speeches	Description
12.02.2020	"Taking a closer look at individual risk drivers"	Interview with Felix Hufeld, Member of the Supervisory Board of the ECB, Supervision Newsletter.
14.02.2020	Andrea Enria: Interview with Les Echos	Interview with Andrea Enria, Chair of the Supervisory Board of the ECB, conducted by Édouard Lederer.
17.02.2020	Andrea Enria: Interview with Süddeutsche Zeitung	Interview with Andrea Enria, Chair of the Supervisory Board of the ECB, conducted by Meike Schreiber und Markus Zydra (part 1).
19.02.2020	Andrea Enria: Interview with Süddeutsche Zeitung	Interview with Andrea Enria, Chair of the Supervisory Board of the ECB, conducted by Meike Schreiber und Markus Zydra (part 2).
20.02.2020	Andrea Enria: The case for more transparency in prudential supervision	Speech by Andrea Enria, Chair of the Supervisory Board of the ECB, at the EBI Global Annual Conference on Banking Regulation.
21.02.2020	Kerstin af Jochnick: Banking integration in Europe and in Sweden	Presentation by Kerstin af Jochnick, Member of the Supervisory Board of the ECB, at the Riksbank Open Forum, Stockholm.

Date	Consultation	Description
05.02.2020	ECB launches public consultation on its guide to assess how banks calculate counterparty credit risk	<p>The ECB has published for consultation a guide that outlines the methodology it uses to assess the internal models banks apply to calculate their exposure to counterparty credit risk (CCR). The guide also describes how the ECB will assess the advanced methods banks use to calculate the own funds required to account for the risks related to credit valuation adjustments.</p> <p>The consultation runs until 18 March 2020 (midnight CET).</p>

European Banking Authority (EBA)

Date	Publications	Description
03.02.2020	EBA calls for measures to ensure a more balanced composition of management bodies in institutions	The EBA has issued a new benchmarking report on diversity practices in credit institutions and investment firms analyzing the development since its 2015 diversity benchmarking exercise. Based on data as of September 2018, still many institutions, 41.61%, have not adopted a diversity policy. The representation of women in management bodies is still relatively low and many institutions do not have a gender diverse board. The EBA calls on institutions and Member States to consider additional measures for promoting a more balanced representation of both genders and on competent authorities to ensure institutions' compliance with the requirement to adopt diversity policies.
04.02.2020	EBA issues updated list of validation rules and related taxonomy to improve data quality	The EBA has issued an updated list of validation rules and XBRL taxonomy related to its Implementing Technical Standards (ITS) on supervisory reporting. This update aims to improve data quality issues for the reporting framework v 2.9.
05.02.2020	EBA acts to improve AML/CFT supervision in Europe	The EBA has published its first Report on competent authorities' approaches to the anti-money laundering and countering the financing of terrorism (AML/CFT) supervision of banks. This publication is part of the EBA's new role to lead, coordinate and monitor the fight against money laundering and terrorist financing (ML/TF) in all EU Member States, which is further explained in the accompanying factsheet.
11.02.2020	EBA puts forward concrete proposals to improve the current DGSD legal framework	The EBA has published its third and final Opinion addressed to the European Commission on the implementation of the Deposit Guarantee Schemes Directive (DGSD) in the EU. The Opinion focuses on DGSs funding and uses of DGS funds and proposes a number of changes to the EU legal framework, aimed at strengthening depositor protection, enhancing financial stability and reinforcing financial resilience of DGSs.
17.02.2020	EBA shows banks' progress in planning for failure but encourages them to issue eligible debt instruments	The EBA has published its first quantitative Report on minimum requirements for own funds and eligible liabilities (MREL) under a new methodology. The report shows that authorities have made strong progress in agreeing resolution strategies and setting related MREL requirements but it also notes that banks need to issue MREL eligible debt to close their shortfall.

27.02.2020	EBA updates list of institutions involved in the 2020 supervisory benchmarking exercise	The EBA has published an updated list of institutions, which have a reporting obligation for the purpose of the 2020 EU supervisory benchmarking exercise. The EBA runs this exercise leveraging on established data collection procedures and formats of regular supervisory reporting and assists Competent Authorities in assessing the quality of internal approaches used to calculate risk weighted exposure amounts.
------------	---	---

Date	Consultations	Description
05.02.2020	EBA consults on revised guidelines on money laundering and terrorist financing risk factors	<p>The EBA has issued a public consultation on revised money laundering and terrorist financing (ML/TF) risk factors Guidelines (the Risk Factors GL) as part of a broader communication on AML/CFT issues. This update takes into account changes to the EU AML/CFT legal framework and new ML/TF risks, including those identified by the EBA's implementation reviews. The Risk Factors GL are central to the EBA's work to lead, coordinate and monitor the fight against ML/TF.</p> <p>The consultation runs until 5 May 2020.</p>
12.02.2020	EBA consults on Guidelines on the appropriate subsets of exposures in the application of the systemic risk buffer	<p>The EBA has launched a consultation on draft Guidelines on the appropriate subsets of sectoral exposures to which competent or designated authorities may apply a systemic risk buffer (SyRB) in accordance with the Capital Requirements Directive (CRD). These Guidelines aim at setting a common framework to harmonise the design of the appropriate subsets of sectoral exposures to which a systemic risk buffer may be applied, thus facilitating a common approach throughout the EU.</p> <p>The consultation runs until 12 May 2020.</p>

Basel Committee on Banking Supervision (BCBS)

Date	Publication	Description
27.02.2020	Benchmark rate reforms	<p>The CSSF draws banks' attention to the newsletter of the Basel Committee on Banking Supervision that highlights the need for banks to consider carefully the implications of benchmark rate reforms and to prepare for the transition to the new rates. Inter alia, banks should assess the necessity of contract changes (e.g. inclusion of fallback language), and should review necessary adjustments to their risk management frameworks in order to take into account the transition to the new reference rates.</p> <p>Banks are encouraged to maintain a close dialogue with their supervisory authority regarding their plans</p>

and transition progress, including impediments that may be identified.

Macroprudential topics and fora

European Systemic Risk Board (ESRB)

Date	Publications	Description
11.02.2020	The global dimensions of macroprudential policy	This report elucidates the risk channels for EU economies associated with international financial integration and provides an overview of the macroprudential policy options that are available to address these risks.
19.02.2020	Systemic cyber risk	The ESRB has developed an analytical framework to assess how cyber risk can become a source of systemic risk to the financial system. The ESRB's analysis illustrates how a cyber incident could, under certain circumstances, rapidly escalate from an operational outage to a liquidity crisis.
25.02.2020	Macroprudential implications of financial instruments in Levels 2 and 3 for accounting purposes	As the global financial crisis showed, it is difficult to determine the fair value of some financial instruments, given the lack of liquidity in the relevant markets, the complexity of some of those instruments and the need, in a significant percentage of cases, to use unobservable inputs. Taking the current accounting framework as a given, this report discusses the macroprudential implications of financial instruments that are measured at fair value according to IFRS 9 and IFRS 13.

Countercyclical Capital buffer (CCyB)

The list of applicable CCyB rates in EU/EEA countries is available on the [website of the ESRB](#). The following countries have announced a CCyB rate different from 0%:

Country	CCyB rate	Application since
Belgium	0.5%*	01/07/2020
Bulgaria	0.5%	01/10/2019
	1%*	01/04/2020
	1.5%*	01/01/2021
Czech Republic	1.75%	01/01/2020
	2%*	01/07/2020

Denmark	1%	30/09/2019
	1.5%*	30/06/2020
	2%*	30/12/2020
France	0.25%	01/07/2019
	0.5%*	02/04/2020
Germany	0.25%*	01/07/2020
Iceland	2%	01/02/2020
Ireland	1%	05/07/2019
Lithuania	1%	30/06/2019
Luxembourg	0.25%	01/01/2020
	0.5%*	01/01/2021
Norway	2.5%	31/12/2019
Slovakia	1.5%	01/08/2019
	2%*	01/08/2020
Sweden	2.5%	19/09/2019
United Kingdom	1%	28/11/2018
	2%*	16/12/2020

Pending CCyB rates are followed by an asterisk (“*”).

The list of applicable CCyB rates in non-EU/EEA countries can be consulted on [the website of the Bank of International Settlements](#).

NEWS OF THE EUROPEAN SECURITIES AND MARKETS AUTHORITY (ESMA)

Date	Publications	Description
03.02.2020	ESMA issues an opinion on Product Intervention measures by Norway	ESMA has issued an opinion on two product intervention measures taken by the National Competent Authority (NCA) of Norway.
03.02.2020	ESMA consults on MiFIR transparency regime for systematic internalisers	ESMA has launched a consultation on the MiFIR pre-trade transparency regime for systematic internalisers (SI) active in non-equity instruments.
04.02.2020	ESMA advises the European Commission on Product Intervention	ESMA has published its final Report on product intervention requirements under MiFIR.

04.02.2020	ESMA consults on MiFIR transparency regime for equity instruments	ESMA has launched a Consultation Paper (CP) reviewing the MiFIR transparency regime for equity, ETFs and other related instruments. The CP contains proposals, based on in-depth data analysis of the effects of the current regime since January 2018, for possible amendments to the transparency regime. The consultation runs until 17 March 2020 .
04.02.2020	ESMA amends guidelines to further harmonise the enforcement of financial information by national regulators	ESMA has published an amended version of its guidelines on enforcement of financial information. The Guidelines apply to national competent authorities' (NCAs) enforcement of financial information which issuers, listed on regulated markets, are required to publish under the Transparency Directive.
05.02.2020	ESMA proposes to amend the technical standards in view of the postponing of the entry into force of the CSDR settlement discipline	ESMA has published a Final Report on draft regulatory technical standards (RTS) on postponing the date of entry into force of the Commission Delegated Regulation (EU) 2018/1229 (RTS on settlement discipline) to 1 February 2021.
05.02.2020	ESMA launches a Common Supervisory Action with NCAs on MiFID II suitability rules	ESMA is launching a common supervisory action (CSA) with national competent authorities (NCAs) on the application of MiFID II suitability rules across the European Union (EU). The CSA will be conducted during 2020.
06.02.2020	ESMA sets out its strategy on sustainable finance	ESMA has published its Strategy on Sustainable Finance. The strategy sets out how ESMA will place sustainability at the core of its activities by embedding Environmental, Social, and Governance (ESG) factors in its work.
06.02.2020	ESMA updates on progress on compliance with the MiFIR pre-trade transparency requirements in commodity derivatives	ESMA has published a statement to provide an update on the implementation of the supervisory briefing on pre-trade transparency in commodity derivatives.
07.02.2020	ESMA publishes the final report on MiFIR alignments following the introduction of EMIR Refit	ESMA has published a final report suggesting amendments to the trading obligation under MiFIR following the introduction of EMIR Refit.
07.02.2020	ESMA issues opinions on position limits under MiFID II	ESMA has published seven opinions on position limits regarding commodity derivatives under the Markets in Financial Instruments Directive and Regulation (MiFID II/MIFIR).

07.02.2020	MiFID II: ESMA Issues Latest Double Volume Cap Data	ESMA has updated its public register with the latest set of double volume cap (DVC) data under the Markets in Financial Instruments Directive (MiFID II).
14.02.2020	ESMA responds to European Commission consultation on the Benchmark Regulation review	ESMA has published its response to the European Commission's (EC) Consultation on the review of the Benchmark Regulation (BMR). ESMA's responses focus on the cessation of critical benchmarks, parity between EU and third-country benchmarks and transparency.
14.02.2020	ESMA seeks candidates for its stakeholder group	ESMA is seeking candidates to represent the interests of all types of financial markets stakeholders as members of its Securities and Markets Stakeholders Group (SMSG).
17.02.2020	ESMA updates the CSDR Q&As	ESMA has updated its Questions and Answers (Q&As) regarding the implementation of the Central Securities Depositories Regulation (CSDR).
17.02.2020	ESMA updates Q&A on Implementation of CRA Regulation	ESMA has updated its Questions and Answers (Q&As) on the Credit Rating Agencies Regulation (CRAR).
18.02.2020	ESMA updates Q&AS on MiFID II and MiFIR investor protection topics	ESMA has updated its Questions and Answers on the implementation of investor protection topics under the Market in Financial Instruments Directive and Regulation (MiFID II/ MiFIR).
18.02.2020	ESMA updates its Q&As relating to the Prospectus Regulation	ESMA has updated its Questions and Answers on the Prospectus Regulation with two new Q&As.
19.02.2020	ESMA finds continued high risks as financial markets remain highly volatile	ESMA has published the first Trends, Risks and Vulnerabilities (TRV) report of 2020. ESMA identifies continued high risks and a weaker economic outlook as markets remain highly sensitive to geopolitical events. The risk outlook is stable, however risks are high, particularly in the securities markets and for retail investors.
28.02.2020	MiFID II: ESMA makes available the results of the annual transparency calculations for equity and equity-like instruments	ESMA had made available the results of the annual transparency calculations for equity and equity-like instruments.

PLACE FINANCIÈRE

Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

			Comparaison annuelle
Banques	Nombre (13/03/2020)	128	↘ 7 entités
	Somme des bilans (30/09/2019)	EUR 841,932 mia	↗ EUR 56,828 mia
	Résultat avant provisions (30/09/2019)	EUR 3,765 mia	↘ EUR 217 mio
Établissements de paiement	Nombre (13/03/2020)	14	↗ 4 entités
Établissements de monnaie électronique	Nombre (13/03/2020)	9	↗ 3 entités
OPC	Nombre (13/03/2020)	Partie I loi 2010 : 1 758	↘ 51 entités
		Partie II loi 2010 : 266	↘ 27 entités
		FIS : 1 446	↘ 71 entités
		TOTAL : 3 470	↘ 149 entités
	Nombre (09/03/2020)	SICAR : 240	↘ 31 entités
	Patrimoine global net (31/01/2020)	EUR 4 789,797 mia	↗ EUR 590,074 mia
Sociétés de gestion (Chapitre 15)	Nombre (29/02/2020)	193	↘ 14 entités
	Somme des bilans (31/12/2019) ²	EUR 16,617 mia	↗ EUR 2,291 mia
Sociétés de gestion (Chapitre 16)	Nombre (29/02/2020)	156	↘ 9 entités
Gestionnaires de FIA	Nombre (13/03/2020)	257	↗ 9 entités
Fonds de pension	Nombre (13/03/2020)	12	aucune variation
Organismes de titrisation agréés	Nombre (13/03/2020)	33	↗ 2 entités
Entreprises d'investissement	Nombre (13/03/2020)	99	↗ 2 entités
	Somme des bilans (31/01/2020)	EUR 1,758 mia	↗ EUR 399 mio
	Résultat net provisoire (31/01/2020)	EUR 26,62 mio	↗ EUR 0,19 mio
PSF spécialisés	Nombre (13/03/2020)	104	↘ 5 entités
	Somme des bilans (31/01/2020)	EUR 6,338 mia	↘ EUR 648 mio
	Résultat net provisoire (31/01/2020)	EUR 24,55 mio	↗ EUR 8,08 mio
PSF de support	Nombre (13/03/2020)	73	↘ 1 entité
	Somme des bilans (31/01/2020)	EUR 1,834 mia	↘ EUR 205 mio
	Résultat net provisoire (31/01/2020)	EUR 26,78 mio	↘ EUR 2,8 mio
Émetteurs de valeurs mobilières dont le Luxembourg est l'État membre d'origine en vertu de la Loi Transparence	Nombre (07/03/2020)	453	↘ 39 entités
Supervision de la profession de l'audit	Nombre (29/02/2020)	55 cabinets de révision agréés	↘ 4 entités
		320 réviseurs d'entreprises agréés	↗ 8 personnes
		24 contrôleurs et entités de pays tiers	↘ 1 entité
Emploi (31/12/2019)	Banques ²	26 335 personnes	↗ 18 personnes
	Sociétés de gestion (Chapitre 15) ²	4 860 personnes	↘ 14 personnes
	Entreprises d'investissement	1 690 personnes	↘ 425 personnes
	PSF spécialisés	5 183 personnes	↗ 703 personnes
	PSF de support	8 876 personnes	↘ 1 005 personnes
	Établissements de paiement/de monnaie électronique	581 personnes	N/A
	Total	47 525 personnes	↘ 773 personnes³

² Chiffres provisoires³ Cette évolution ne correspond pas à une création ou perte nette d'emplois, mais comprend des transferts d'emplois existants du secteur non-financier vers le secteur financier et vice versa.